

## CONDENSÉ

Les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) vont bientôt entreprendre de nouvelles négociations sur la limitation des forces conventionnelles en Europe, d'une part pour réduire ces dernières et d'autre part pour renforcer les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité (MPAC). L'Alliance visera, tout d'abord, à obtenir des membres du Pacte de Varsovie qu'ils réduisent leurs principaux arsenaux dans les cas où il existe un déséquilibre évident, tout en maintenant ses propres ressources militaires en Europe à des niveaux suffisants pour garantir la stabilité, la dissuasion et sa défense; en deuxième lieu, l'OTAN cherchera à donner plus d'ampleur au régime des MPAC et, troisièmement, à faire en sorte que l'opinion publique occidentale continue à appuyer les politiques des gouvernements de l'Ouest en matière de défense et de limitation des armements.

A l'ouverture des pourparlers, les positions des membres de l'OTAN revêtiront une importance capitale. L'Occident pourrait facilement se retrouver sur la défensive et il risquera de perdre l'appui de l'opinion publique ainsi que des occasions de faire avancer son point de vue s'il ne sait pas exploiter avantageusement les chances d'améliorer sensiblement le régime des MPAC. Dans les négociations sur la réduction des forces, l'Ouest pourrait manquer des occasions et se voir délaissé par l'opinion publique s'il déposait des propositions par trop irréalistes, ou si les deux camps s'enlisaient dans des différends au sujet des effectifs actuels.

Lorsqu'il s'agira d'évaluer les options, les autorités de l'OTAN devront se rappeler que ce seront les limites que l'on imposera pour toute la durée des accords qui importeront le